

CONSEIL URGENT 05-2019 – version provisoire

Objet :

Evaluation du risque d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs domestiques belges associé à l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II, région à risque avec la peste porcine africaine chez les sangliers.

(SciCom 2019/07)

Conseil urgent approuvé électroniquement par le Comité scientifique le 27 mars 2019 (Cette version provisoire – ainsi que la version néerlandophone - seront validées en séance plénière du Comité scientifique du 26/04/2019)

Mots-clés :

Peste porcine africaine, sangliers, porcs, biosécurité, accès en forêt

Key terms :

African swine fever, wild boars, swine, biosecurity, forest access

Table des matières

Résumé.....	3
Summary	4
1. Termes de référence.....	5
1.1. <i>Question</i>	5
1.2. <i>Dispositions législatives</i>	5
1.3. <i>Méthodologie</i>	6
2. Contexte.....	6
2.1. <i>Contexte légal</i>	8
2.2. <i>Contexte épidémiologique</i>	9
3. Avis	10
4. Conclusion et recommandations	13
Références	15
Présentation du Comité scientifique auprès de l'AFSCA	16
Membres du Comité scientifique.....	16
Conflit d'intérêts.....	16
Remerciement.....	16
Cadre juridique.....	16
Disclaimer	17

Résumé

Question

Il est demandé au Comité scientifique de rendre en avis en urgence sur la question suivante :

Suite à la récente décision de la Région wallonne de permettre à nouveau l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II, quel est l'impact potentiel sur le risque d'introduction de la peste porcine africaine (PPA) aux élevages de porcs ?

Méthodologie

Cette évaluation des risques est réalisée en urgence sur base d'opinion d'experts. Une revue systématique et une analyse d'incertitude n'ont pas pu être réalisées dans le temps imparti. Comme le texte réglementaire de la décision de la Région wallonne mentionnée dans la question posée n'était pas disponible au moment de rédiger le conseil urgent, le Comité scientifique a évalué le risque concerné par la permission d'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II en l'absence de précisions sur les modalités de cette décision.

Conclusion et recommandations

Le Comité scientifique estime que l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II (zone dans laquelle des sangliers infectés par le virus de la PPA sont présents) n'est pas de nature à modifier la qualification « faible » du risque direct d'introduction de la PPA dans les exploitations porcines à condition que toutes les règles de biosécurité externe soient respectées dans les exploitations porcines, que la gestion de la PPA dans la zone infectée soit poursuivie avec les mêmes moyens et que les promeneurs reçoivent une information détaillée et respectent les consignes. Cette évaluation de risque est valable dans les conditions actuelles de l'épidémiologie de la PPA en Belgique.

Il attire l'attention du gestionnaire de risque sur le risque non nul de portage mécanique du virus par l'homme, des outils, du matériel ou d'autres animaux (et notamment dans ce cas les animaux de compagnie) à la suite d'activités forestières en zone infectée par le virus de la PPA. Il attire également l'attention sur l'objectif prioritaire de poursuivre et maintenir la dépopulation des sangliers dans la zone infectée et la zone d'observation renforcée et que, dès lors, il faut éviter la coexistence des activités de dépopulation et de loisir (dans l'espace et dans le temps).

Le Comité scientifique recommande que l'accès soit limité aux sentiers et chemins pour les promeneurs et qu'une information détaillée soit donnée aux promeneurs.

Le Comité scientifique recommande également de renforcer la sensibilisation et la formation de tous les exploitants porcins à la biosécurité, notamment la biosécurité externe au regard du risque de PPA. En ce sens, le Comité scientifique recommande de renforcer toutes les réglementations portant sur la biosécurité en élevage porcin, notamment l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire et de procéder à son évaluation régulière du niveau de biosécurité des élevages porcins.

Summary

Terms of reference

The Scientific Committee is requested to evaluate urgently the following question:

Following the recent decision of the Walloon Region to allow access to the forest in Zone II, what is the potential impact on the risk of introduction of African swine fever (ASF) in Belgian domestic pig farms?

Methodology

This risk evaluation was performed urgently based on expert opinion. A systematic literature review and uncertainty analysis could be conducted given the limited timeframe. As the regulatory text of the decision of the Walloon Region mentioned in the question was not available at the time of drafting this opinion, the Scientific Committee assessed the risk concerned by the permission to access forest roads to walkers in the zone II in the absence of details of the modalities of that decision.

Conclusion and recommendations

The Scientific Committee considers that access to forest roads for walkers in Zone II (zone in which wild boars infected with the ASF virus have been found) is not likely to change the "low" level of the risk associated to the introduction of ASF in pig farms, provided that all external biosecurity rules are respected in pig farms, that ASF management in the infected zone is continued with the same means and that the walker receives detailed information and respect the regulations. This risk assessment is valid under the current conditions of ASF epidemiology in Belgium.

It draws the risk manager's attention to the fact that the risk that people, tools, equipment or other animals (especially pets) act as mechanical carriers for the virus as a result of activities in the forests infected with ASF is not zero. The Scientific Committee also draws attention to the priority objectives to continue and maintain the depopulation of wild boars in the infected area and the enhanced observation zone and that therefore, the coexistence of depopulation and leisure activities (in space and time) should be avoided.

The Scientific Committee recommends that access in the forest for walkers should be limited to roads and paths and that detailed information should be given to walkers.

The Scientific Committee also recommends to increase the raising of awareness of all pig farmers on biosecurity, including external biosecurity with respect to ASF risk. In this sense, the Scientific Committee recommends strengthening all the regulations on biosecurity in pig farming, including the Royal Decree of 18 June 2014 on measures for the prevention of pork notifiable diseases and to proceed with the regular evaluation of the biosecurity level of every pig farms.

1. Termes de référence

1.1. Question

Il est demandé au Comité scientifique de rendre un conseil urgent sur la question suivante :

Suite à la récente décision de la Région wallonne de permettre à nouveau l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II, quel est l'impact potentiel sur le risque d'introduction de la peste porcine africaine aux élevages de porcs ?

1.2. Dispositions législatives

Directive 2002/60/CE du Conseil du 27 juin 2002 établissant des dispositions spécifiques pour la lutte contre la peste porcine africaine et modifiant la directive 92/119/CEE, en ce qui concerne la maladie de Teschen et la peste porcine africaine.

Décision 2014/709/UE d'exécution de la Commission du 9 octobre 2014 concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres et abrogeant la décision d'exécution 2014/178/UE.

Décision d'exécution (UE) 2018/1242 de la Commission du 14 septembre 2018 concernant certaines mesures provisoires de protection contre la peste porcine africaine en Belgique.

Décision d'exécution (UE) 2018/1281 de la Commission du 21 septembre 2018 concernant certaines mesures de protection contre la peste porcine africaine en Belgique.

Décision d'exécution (UE) 2019/489 de la Commission du 25 mars 2019 modifiant l'annexe de la décision d'exécution 2014/709/UE concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres.

Loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Arrêté royal du 14 juin 1993 déterminant les conditions d'équipement pour la détention des porcs.

Arrêté royal du 3 février 2014 désignant les maladies des animaux soumises à l'application du chapitre III de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux et portant règlement de la déclaration obligatoire.

Arrêté royal du 19 mars 2004 relatif à la lutte contre la peste porcine africaine.

Arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire.

Arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine.

Arrêtés ministériels de la Région wallonne du 17 septembre 2018, du 12 octobre 2018 et du 15 janvier 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine.

1.3. Méthodologie

Cette évaluation des risques est réalisée en urgence sur base d'opinion d'experts. Une revue systématique et une analyse des incertitudes n'ont pas pu être réalisées dans le temps imparti. Comme le texte réglementaire de la décision de la Région wallonne mentionnée dans la question posée n'était pas disponible au moment de rédiger le conseil urgent, le Comité scientifique a évalué le risque concerné par la permission d'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II en l'absence de précisions sur les modalités de cette décision.

Vu la consultation électronique des membres du Comité scientifique le 26 mars 2019,

le Comité scientifique émet l'avis suivant :

2. Contexte

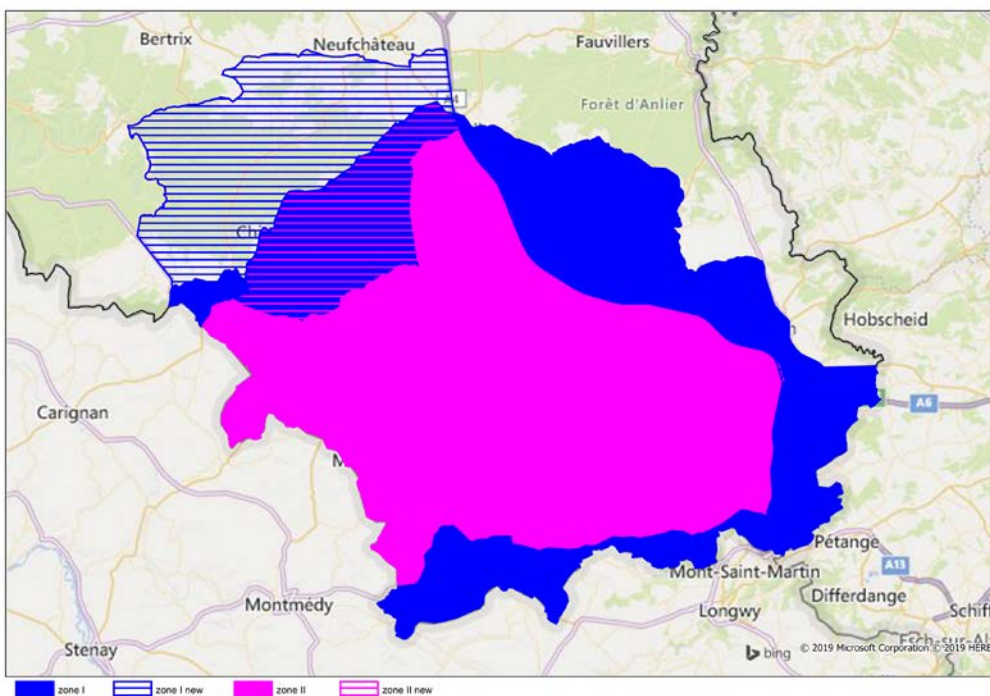
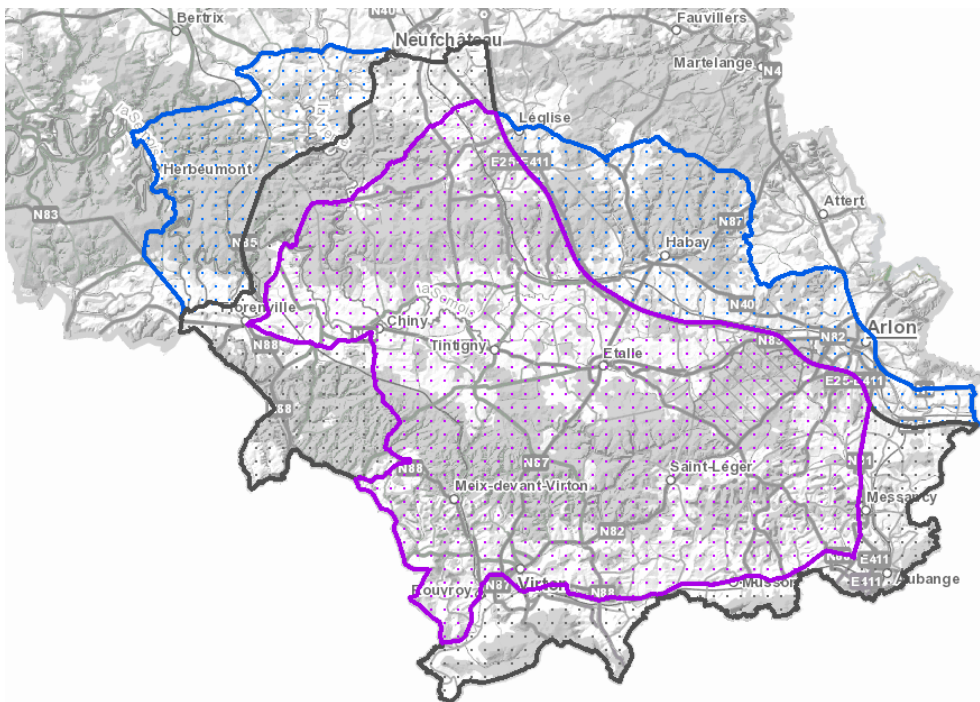
La peste porcine africaine (PPA) est une maladie infectieuse virale, non transmissible à l'homme, affectant les suidés (notamment porc domestique et sanglier) notifiable à l'UE et à l'OIE. Les principales caractéristiques du cycle de transmission, de la pathogénie et de la clinique associées au virus de la PPA sont décrites dans l'Avis rapide 16-2018 du SciCom.

Etablie depuis de nombreux mois dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est, la PPA a été détectée pour la première fois en 1985 dans des exploitations porcines en province de Flandre occidentale, au nord-ouest de la Belgique. Elle avait été éradiquée de Belgique à cette époque. Le 14 septembre 2018, la Belgique notifiait officiellement à l'OIE la détection de ses deux premiers cas autochtones de PPA sur des sangliers de la province de Luxembourg (Région wallonne). Un peu plus tôt dans la semaine, trois cadavres de sangliers avaient été découverts dans des bois de la commune d'Etalle et un jeune sanglier avait fait l'objet d'un tir sanitaire étant donné les signes de faiblesse qu'il démontrait. Tous les quatre s'étaient révélés viropositifs par PCR quantitative et ont été confirmés par séquençage (souche de génotype II génétiquement proche de celle qui circule aussi en Europe de l'Est).

Actuellement deux types de zones sont définies :

- selon l'Union Européenne (UE), la zone I est une zone périphérique, sans sanglier infecté ; la zone II correspond à la région où ont été retrouvés des sangliers infectés ;
- selon la Région wallonne, trois zones sont définies : une zone infectée (correspondant à la zone noyau + la zone tampon), une zone d'observation renforcée et une zone de vigilance.

Figure 1 : Situation géographique des différentes zones de gestion de l'épidémie de peste porcine africaine en faune sauvage de Belgique. Au dessus : carte du Géoportail de Wallonie (au 26/03/2019) des zones telles que définies par la Région wallonne. Zone noyau+tampon (zone délimitée par le liseré violet), zone d'observation renforcée (liseré noir) et zone de vigilance (liseré bleu). En dessous : carte des zones selon l'Union Européenne. Zone I et II et leur extension suite à la Décision d'exécution (UE) 2019/489 de la Commission du 25 mars 2019 modifiant l'annexe de la décision d'exécution 2014/709/UE concernant des mesures zoosanitaires de lutte contre la peste porcine africaine dans certains États membres.



2.1. Contexte légal

Arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures de prévention des maladies des porcs à déclaration obligatoire

L'arrêté ministériel du 22/01/2007 portant des mesures temporaires en vue de la prévention des maladies épidémiques du porc établissait des mesures destinées à éviter une introduction de maladies épidémiques affectant principalement le porc à partir de pays où la situation concernant ces maladies était préoccupante. Les mesures qu'il préconisait devait aussi permettre une détection précoce de tout cas de maladie à déclaration obligatoire dans un troupeau de porcs qui avait eu des contacts directs ou indirects avec un troupeau situé dans une zone à risque. Suite à l'évolution de la situation épidémiologique, et tout en intégrant les mesures de prévention qui étaient prescrites dans deux autres arrêtés ministériels (arrêté ministériel du 13 novembre 2002 portant des mesures temporaires de lutte contre la peste porcine classique chez les sangliers et de protection du cheptel porcin contre l'introduction de la peste porcine classique par les sangliers et arrêté ministériel du 11 février 1988 portant des mesures d'accompagnement temporaires en vue de l'arrêt de la vaccination contre la peste porcine classique), cet arrêté ministériel a été remplacé par l'arrêté royal du 18 juin 2014. Cet arrêté royal a aussi permis de consolider des mesures de prévention souvent encore limitées dans le temps et applicables tant aux exploitants qu'aux transporteurs.

Cet arrêté royal établissait notamment :

- Des mesures de biosécurité relatives à la prévention de l'introduction de maladies épidémiques du porc à partir de zones à risque ou de pays tiers (via des mesures de désinfection des moyens de transport lors de l'expédition de porcs dans des zones à risque, et les mesures de biosécurité destinées à éviter l'introduction de maladies en provenance de zones à risque via les personnes et le matériel) ;
- Des mesures de biosécurité relatives à la prévention de l'introduction de maladies du porc à déclaration obligatoire à partir des sangliers de la faune sauvage ;
- Des mesures de biosécurité générale (utilisation de pédiluves désinfectants, "règle des 4 semaines" et système all-in/all-out).

Arrêté ministériel du 26 septembre 2018 portant des mesures d'urgence concernant la lutte contre la peste porcine africaine

A côté des mesures d'assainissement dans les exploitations localisées dans la zone initialement contaminée, cet arrêté prévoyait également toute une série de mesures destinées à entrer en vigueur pour les exploitations porcines situées hors zone contaminée :

- Interdiction des rassemblements de porcs, y compris les regroupements de porcs de différentes origines au sein d'un même moyen de transport. Les porcs peuvent donc uniquement être chargés dans un véhicule vide et doivent être transportés directement de l'élevage à leur destination finale. A partir du 14 février 2019, le chargement, dans un même véhicule, de porcs provenant de différentes exploitations en vue de leur transport vers l'abattoir a été de nouveau autorisé ;
- Accès limité aux personnes strictement nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation dans toute exploitation porcine ou à tout endroit où sont détenus des porcs ;
- Interdiction de pénétrer dans une porcherie ou d'entrer en contact avec des porcs dans les 72 h qui suivent un contact avec un sanglier ;
- Interdiction d'introduction dans une exploitation porcine de tout matériel, machine ou équipement susceptible d'être contaminé par le virus de la PPA ;
- Interdiction d'apporter un sanglier tué ou abattu ou une partie de celui-ci dans une exploitation porcine ou dans un endroit où sont détenus des porcs ;

- Interdiction de nourrir les porcs avec des déchets de cuisine (rappel d'une norme légale) ;
- Application de mesures strictes de biosécurité dans toutes les exploitations et endroits où sont détenus des porcs ;
- Mise en quarantaine des nouveaux porcs introduits dans un troupeau ;
- Nettoyage et désinfection de tous les moyens de transport utilisés après chaque transport de porcs ;
- Appel au vétérinaire d'exploitation lorsqu'il y a constatation de problèmes cliniques par l'éleveur. Le vétérinaire ne peut instituer de traitement que s'il envoie simultanément des cadavres ou des échantillons à l'ARSIA ou à la DGZ pour une analyse PPA.

Arrêtés ministériels de la Région wallonne du 17 septembre 2018 et du 15 janvier 2019 interdisant temporairement la circulation en forêt pour limiter la propagation de la peste porcine africaine

L'arrêté ministériel du 17 septembre 2018 a été pris par les autorités régionales wallonnes dans le cadre de la gestion de l'épidémie de PPA dans les populations de sangliers. Il interdit à quiconque de circuler en-dehors des routes dans les bois et forêts. Sont seuls autorisés à déroger à cette interdiction, le personnel du Département de la Nature et des Forêts et du Département de l'Etude du milieu naturel et agricole du Service public de Wallonie, les titulaires du droit de chasse et leurs gardes assermentés, les propriétaires, le personnel du Réseau de Surveillance sanitaire de la Faune sauvage en Wallonie, le personnel des services de police sanitaire et le personnel des polices locale et fédérale dans la limite des seules interventions nécessaires à la gestion de la peste porcine africaine, notamment la détection de nouveaux foyers et l'élimination des animaux contaminés, et à condition qu'ils respectent les mesures de biosécurité préconisées pour éviter la propagation de la maladie.

Depuis l'entrée en vigueur de cet arrêté, des dérogations ont été octroyées, notamment dans le cadre du traitement des bois scolytés situés en zone infectée (article 2 de l'arrêté ministériel de la Région wallonne du 15 janvier 2019).

2.2. Contexte épidémiologique

Situation dans la faune sauvage

Des mesures de lutte précoces et drastiques (pose de clôtures, chasse intensifiée, pose de pièges, tir de nuit, recherche active des cadavres, interdiction d'accès dans les bois de la zone infectée) ont été rapidement mises en place dans les zones infectée et d'observation renforcée. Depuis son émergence en septembre 2018, la PPA s'étend géographiquement dans les populations de sangliers. Elle s'est d'abord propagée suivant un axe d'est vers l'ouest associé à la situation du massif forestier dans lequel les premiers cas avaient été décrits. Plusieurs cas ont depuis lors été détectés en lisière sud et sud-est de cette zone infectée initialement délimitée, et également hors de cette zone, plus au nord. Il y a de fortes indications selon lesquelles le virus de la PPA continue à se propager.

L'extension vers le nord est préoccupante. En effet, l'étude des cartes satellites de la région montre que des sangliers infectés ont été identifiés dans un nouveau massif forestier beaucoup plus vaste que le premier massif contaminé. Cette situation est de nature à augmenter le risque de propagation de la PPA dans la faune sauvage et elle réduit la probabilité d'une éradication rapide de la maladie dans la faune sauvage. Cette probabilité d'éradication rapide doit en plus prendre en compte l'efficacité de l'isolement des sangliers dans la zone infectée, conjuguée à la nécessité d'une dépopulation totale des sangliers dans cette zone et dans la zone d'observation renforcée.

Situation dans la filière porcine

Les caractéristiques du secteur porcin belge ont été détaillées au point 2.5 de l'Avis rapide 16-2018. Il s'agit d'un secteur économique très important (7 millions d'animaux pour environ 7300 exploitations) dont le centre de gravité se situe surtout au nord du pays (voir figure 5 de l'Avis rapide 16-2018). Ce secteur est cloisonné, c'est-à-dire que les élevages sont souvent spécialisés pour une étape du développement de l'animal. En Belgique, la majorité des exploitations porcines sont consacrées à l'engraissement (54%). Les exploitations de reproduction et d'élevage de porcelets représentent seulement 6% des exploitations. Les exploitations « fermées », où le cycle complet de production est réalisé, représentent 9% des troupeaux. Les exploitations sans spécialisation sont dites « mixtes » (22%). Les élevages non-professionnels représentent 9%.

Peu après la découverte du premier foyer belge et dans l'incertitude de ses limites initiales exactes, le Ministre ayant la Sécurité de la Chaîne alimentaire dans ses attributions a décidé l'assainissement de toutes les exploitations porcines situées dans la zone initialement infectée (AM du 26 septembre 2018). L'AFSCA a procédé aux abattages sanitaires avec indemnisations entre le 29 septembre et le 3 octobre 2018, de sorte que le Comité scientifique a pu, au moment de son avis rapide 16-2018 c'est-à-dire au début de l'épidémie en faune sauvage, qualifier le risque de propagation au secteur des porcs domestiques comme « faible » (compte tenu des considérants mentionnés au point 4.2.1. de l'Avis rapide 16-2018). Cependant, de nouvelles exploitations commerciales porcines se retrouveront en zone II si celle-ci continue à s'élargir.

Si une introduction du virus de la PPA dans le cheptel porcin devait se réaliser, celle-ci peut s'envisager suivant un mode direct (contacts sangliers-porcs) ou indirect étant donné la résistance environnementale du virus, via des vecteurs mécaniques (comme l'homme, des outils et matériels contaminés, les animaux de compagnie tels que les chiens) mais aussi via la nourriture.

Comme déjà mentionné, le Comité scientifique estime que la probabilité de contact entre sangliers et porcs domestiques est beaucoup plus faible en Belgique qu'en Europe de l'Est où l'on trouve encore beaucoup de petites exploitations de type non-commercial, pour lesquelles le niveau de biosécurité est parfois insuffisant. Mais le risque de transmission existe néanmoins en Belgique et est plus élevé pour (voir aussi point 4.2.1. de l'Avis rapide 16-2018) :

- Les élevages de plein air situés dans des zones où circulent également les sangliers ;
- Les exploitations avec beaucoup de mouvements entrants ;
- Les exploitations porcines ou les élevages détenant des porcs ayant beaucoup de contacts avec les personnes (e.g. fermes pour enfants, fermes pédagogiques) ;
- Les élevages avec des porcs de compagnie où la biosécurité est souvent moindre.

3. Avis

Pour le Comité scientifique, le risque d'introduction du virus de la PPA dans la filière porcine suite à l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II est actuellement considéré comme faible. Le Comité scientifique estime que l'autorisation d'accès en zone II majore très légèrement le risque qu'il a initialement estimé dans son avis rapide 16-2018 point 4.2.1.C à cause du rôle de vecteur mécanique que pourrait jouer l'homme (et ses animaux de compagnie) par des activités en région forestière infectée. Cependant, la qualification du risque reste la même que dans le précédent avis car l'évaluation de risque ne permet de l'augmenter jusqu'au niveau suivant (« élevée »).

Le risque est « faible » à la condition expresse que les mesures de réduction du risque soient mises en œuvre : respect scrupuleux de toutes les règles de biosécurité (particulièrement celles dites de biosécurité externe et notamment celles qui ont été légiférées dans l'arrêté royal

du 18 juin 2014) en exploitation porcine, tant par l'exploitant lui-même, que par les visiteurs de son exploitation ; poursuite de la gestion de la PPA dans la zone infectée avec les mêmes moyens ; respect des consignes par le promeneur.

Les activités en forêt peuvent avoir aussi des effets sur les compagnies de sangliers et contribuer à la dispersion géographique d'une épidémie. Ces activités ont été répertoriées et classées selon le risque de dérangement : bruit, odeur, envahissement de l'espace, modification de l'environnement, durée et fréquence de l'activité (Avis 2018-SA-0250 de l'ANSES). Les activités risquant le plus de déranger les sangliers sont : l'éclaircissement de parcelles par engins, la coupe de bois (abattage de gros arbres), le débardage et la présence de ramasseurs de champignons/bois de cerf (activité saisonnière). Certaines de ces activités font déjà l'objet de dérogations en Région wallonne (notamment face à l'urgence de pouvoir traiter des arbres scolytés dans la zone infectée).

Pour étayer cette estimation du risque, le Comité scientifique se base sur les considérants suivants :

Au niveau de la zone infectée :

- la poursuite des opérations de recherche et d'enlèvement des cadavres de sangliers, mesure principale pour réduire la pression d'infection dans la zone contaminée ;
- la poursuite des opérations de dépopulation de sangliers dans la zone ;
- la réalisation et l'entretien de clôtures ;
- les nouveaux cas d'infection par le virus de la PPA continuellement enregistrés dans la faune sauvage, associés à une propagation géographique de l'épidémie, qui pourraient risquer à terme de mener à une endémicité de la PPA dans de vastes régions du territoire wallon.

Considérant ces éléments, la gestion de la PPA dans cette zone est menée de la manière la plus optimale, en tenant compte de la difficulté de maîtriser une maladie épidémique dans la faune sauvage. Elle n'interdit cependant pas la possibilité d'un élargissement de la région infectée. Cependant, ces éléments de gestion réduisent le risque de contamination d'un promeneur dans cette zone par les différents moyens de gestion de la PPA déployés dans la zone.

- le risque de non respect des interdictions actuelles de circulation et d'activité, qui mène à envisager l'assouplissement encadré des mesures ;
- les promenades (surtout si elles sont limitées aux sentiers) n'ont pas été considérées comme une activité susceptible de déranger les sangliers (selon l'avis 2018-SA-0250 de l'ANSES) ;
- la nature des activités qui pourraient être réautorisées à l'accès à la zone II c-à-d des activités de promenade limitées aux sentiers délimités. Ce type d'activité n'a pas été considéré comme très dérangement pour les sangliers et ne devrait pas amener l'homme à pénétrer dans des lieux où il pourrait être en contact avec des cadavres de sangliers. Cette réautorisation est associée à des précautions à prendre auprès du public par les autorités concernées et au respect des consignes ;
- la probabilité qu'un cadavre de sanglier se trouve sur un sentier, de même que celle de dépôt de matières contaminées par le virus de la PPA sur un sentier sont très faibles mais non nulles.

Considérant ces éléments, l'autorisation de l'accès en forêt est de nature à réduire le risque d'introduction illégale de promeneurs. La présence de promeneurs (pour autant que cette activité se fasse dans le calme) n'est pas de nature à déranger fortement les sangliers. L'information des promeneurs concernant l'utilisation exclusive des sentiers, le respect des consignes par les promeneurs et la probabilité très faible de leur

contamination sur un sentier permettent de réduire le risque de contamination d'un promeneur.

Au niveau des zones d'observation renforcée et de vigilance :

- L'ensemble des mesures prises pour réduire les populations de sangliers et rechercher la PPA chez les sangliers trouvés morts et abattus/chassés/piégés.

Au niveau de la biosécurité des exploitations porcines :

- L'avis rapide 16-2018 a déjà estimé le risque actuel d'introduction de la PPA comme faible pour les exploitations porcines (en raison de leur niveau de biosécurité), sauf pour certaines exploitations (e.g. les fermes éducatives, les exploitations de plein air via des contacts facilités avec des sangliers infectés ou encore les exploitations commerciales qui ont beaucoup de mouvements entrants) ;
- L'arrêté royal du 18 juin 2014 impose des mesures de biosécurité générales aux exploitations porcines, dont la limitation des allées et venues aux personnes étrangères à celles-ci. Cet arrêté royal devrait de plus être bientôt renforcé (notamment pour la biosécurité externe et la désinfection à l'entrée de l'exploitation). Cet arrêté royal mentionne également l'interdiction d'entrée durant 72 h après contact potentiel avec des porcs sauvages, c'est-à-dire des sangliers (que ce soit pour du matériel ou pour des êtres humains susceptibles d'avoir été contaminés) ;
- Les mesures préconisées dans l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire ont été rappelées (et parfois renforcées) dans l'arrêté ministériel du 26 septembre 2018 ;
- La grande majorité des exploitations porcines résidant dans la zone infectée ont été dépeuplées (mais le risque subsiste pour toutes les autres).

Pour toutes ces raisons, et en combinant les réductions du risque associées à la gestion de la PPA, aux conditions liées à l'accès des promeneurs et aux mesures de biosécurité dans les exploitations porcines, le Comité scientifique est d'avis que le niveau du risque d'introduction du virus de la PPA dans les exploitations porcines est légèrement augmenté par l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II mais reste qualifié de « faible ».

Cependant, le Comité scientifique relève trois éléments qui doivent amener le gestionnaire de risque à rester vigilant.

Le premier élément est qu'une diminution observée de l'incidence chez les sangliers dans la zone infectée ne permet pas d'assurer que la pression d'infection locale a réellement diminué, étant donné :

- L'ensemble des inconnues et incertitudes résiduelles sur la nature de la propagation épidémique de la PPA dans la faune sauvage ;
- Les évolutions saisonnières dans les effectifs de populations de sangliers et la méconnaissance de l'effectif exact des populations de départ ;
- Des biais potentiels ou momentanés dans la recherche des cadavres ;
- Le fait que l'aire de la zone II s'étend malgré les mesures de contrôle drastiques qui ont été mises en place et qu'il peut exister, dans la zone II, des régions d'incidence plus élevée que dans la région considérée comme le foyer de l'épidémie.

Le deuxième élément est la forte résistance du virus dans les substances biologiques. Le virus de la PPA présente des caractéristiques de résistance dans les fluides et les cadavres des animaux infectés en milieu humide, obscur et à basse température ; il est réputé sensible à la dessiccation (Haas et al., 1995 ; EFSA, 2010 ; Bellini et al., 2016 ; voir aussi le Tableau I de l'Avis rapide 16-2018 pour certaines durées de résistance en fonction de la matrice et de la

température ; voir aussi Chenais et al. (2019) pour des durées de résistance du virus lorsqu'il est associé aux carcasses de sangliers dans l'environnement). Pour le Comité scientifique, le rôle de vecteur mécanique joué par l'homme et les animaux de compagnie est donc à prendre en considération. Le Comité scientifique recommande de réduire le risque d'introduction dans les exploitations porcines par le suivi des règles de biosécurité de biosécurité externe (via le délai sanitaire de 72 h avant d'entrer dans une exploitation porcine après séjour en forêt dans la zone II, l'utilisation de vêtements et de surbottes procurés par l'exploitation porcine, un nettoyage des mains et une désinfection stricte du matériel introduit et des surbottes à l'entrée en utilisant des biocides agréés pour la PPA avant toute entrée dans une exploitation porcine).

Le troisième élément est l'importance de l'obtention et du maintien de l'objectif de dépopulation des sangliers dans la zone infectée et la zone d'observation renforcée pour éviter toutes nouvelles infections. Dès lors, il y a lieu d'éviter la co-existence (dans l'espace et dans le temps) d'activités de dépopulation de sangliers et d'activités de loisirs, pour des raisons d'efficacité et de sécurité des personnes.

4. Conclusion et recommandations

Le Comité scientifique estime que l'accès des sentiers forestiers aux promeneurs dans la zone II n'est pas de nature à modifier la qualification « faible » du risque direct d'introduction de la PPA dans les exploitations porcines à condition que toutes les règles de biosécurité externe soient respectées dans les exploitations porcines, que la gestion de la PPA dans la zone infectée soit poursuivie avec les mêmes moyens et que les promeneurs reçoivent une information détaillée et respectent les consignes. Cette évaluation de risque est valable dans les conditions actuelles de l'épidémiologie de la PPA en Belgique.

Il attire l'attention du gestionnaire de risque sur le risque non nul de portage mécanique du virus par l'homme, des outils, du matériel ou d'autres animaux (y compris les animaux de compagnie) à la suite d'activités forestières en zone infectée par le virus de la PPA. Il attire également l'attention sur l'objectif prioritaire de poursuivre et maintenir la dépopulation des sangliers dans la zone infectée et la zone d'observation renforcée et que, dès lors, il faut éviter la coexistence des activités de dépopulation et de loisir (dans l'espace et dans le temps).

Le Comité scientifique recommande que l'accès soit limité aux sentiers forestiers pour les promeneurs et qu'une information détaillée soit donnée aux promeneurs (e.g. livret dans les communes et les offices de tourisme, affiches à l'entrée des circuits de promenade, avec des recommandations rédigées dans les trois langues nationales et l'anglais telles que : obligation de rester strictement sur les sentiers, obligation de mener toute activité dans le calme, déclaration de découverte de cadavre de sanglier (mention du numéro de téléphone vert mis à disposition des citoyens par les autorités wallonnes), interdiction de toucher les cadavres de sangliers, obligation de tenir tout animal de compagnie en laisse, ne pas entrer en contact avec des porcs durant 72 h après la sortie de la zone II).

Le Comité scientifique recommande également de renforcer la sensibilisation et la formation de tous les exploitants porcins à la biosécurité, notamment la biosécurité externe au regard du risque d'introduction de la PPA. En ce sens, le Comité scientifique recommande de renforcer toutes les réglementations portant sur la biosécurité en élevage porcin, notamment l'arrêté royal du 18 juin 2014 portant des mesures en vue de la prévention des maladies du porc à déclaration obligatoire et de procéder à l'évaluation régulière du niveau de biosécurité des élevages porcins.

Pour le Comité scientifique,
Le Président,

Prof. Dr. E. Thiry (Se)

Bruxelles, le 27/03/2019

Références

- ANSES, 2018. Avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail relatif à « l'évaluation de l'impact des activités en forêt sur le risque de diffusion de la Peste Porcine Africaine sur le territoire national, par le dérangement des sangliers – Deuxième partie – (activités humaines de loisir et d'exploitation forestière) ».
- Bellini, S., Rutili, D., Guberti, V. (2016). Preventive measures aimed at minimizing the risk of African swine fever virus spread in pig farming systems. *Acta Vet Scand.* 58, 82.
- Chenais, E., Depner, K., Guberti, V., Dietze, K., Viltrop, A., Ståhl, K. (2019). Epidemiological considerations on African swine fever in Europe 2014-2018. *Porcine Health Manag.* 5, 6.
- EFSA (2010). Scientific Opinion on African swine fever. *EFSA Journal*, 8:1556.
- Haas, B., Ahl, R., Böhm, R., Strauch, D. (1995) Inactivation of viruses in liquid manure. *Rev Sci Tech.* 14, 435-45.
- SciCom (2018). Avis rapide 16-2018 du Comité scientifique. Risques de dispersion du virus de la peste porcine africaine dans la faune sauvage et d'introduction et de propagation aux exploitations porcines belges (dossier SciCom 2018/15). Disponible à l'adresse : http://www.afsca.be/comitescientifique/avis/2018/documents/Avisrapide16-2018_SciCom2018-15_ASF.pdf

Présentation du Comité scientifique auprès de l'AFSCA

Le Comité scientifique est un organe consultatif institué auprès de l'Agence fédérale belge pour la Sécurité de la Chaîne Alimentaire (AFSCA) qui rend des **avis scientifiques indépendants** en ce qui concerne l'évaluation et la gestion des risques dans la chaîne alimentaire, et ce sur demande de l'administrateur délégué de l'AFSCA, du ministre compétent pour la sécurité alimentaire ou de sa propre initiative. Le Comité scientifique est soutenu administrativement et scientifiquement par la Direction d'encadrement pour l'évaluation des risques de l'Agence alimentaire.

Le Comité scientifique est composé de 22 membres, nommés par arrêté royal sur base de leur expertise scientifique dans les domaines liés à la sécurité de la chaîne alimentaire. Lors de la préparation d'un avis, le Comité scientifique peut faire appel à des experts externes qui ne sont pas membres du Comité scientifique. Tout comme les membres du Comité scientifique, ceux-ci doivent être en mesure de travailler indépendamment et impartialement. Afin de garantir l'indépendance des avis, les conflits d'intérêts potentiels sont gérés en toute transparence.

Les avis sont basés sur une évaluation scientifique de la question. Ils expriment le point de vue du Comité scientifique qui est pris en consensus sur la base de l'évaluation des risques et des connaissances existantes sur le sujet.

Les avis du Comité scientifique peuvent contenir des **recommandations** pour la politique de contrôle de la chaîne alimentaire ou pour les parties concernées. Le suivi des recommandations pour la politique est la responsabilité des gestionnaires de risques.

Les questions relatives à un avis peuvent être adressées au secrétariat du Comité scientifique: Secretariat.SciCom@afsca.be

Membres du Comité scientifique

Le Comité scientifique est composé des membres suivants:

S. Bertrand*, M. Buntinx, A. Clinquart, P. Delahaut, B. De Meulenaer, N. De Regge, S. De Saeger, J. Dewulf, L. De Zutter, M. Eeckhout, A. Geeraerd, L. Herman, P. Hoet, J. Mahillon, C. Saegerman, M.-L. Scippo, P. Spanoghe, N. Speybroeck, E. Thiry, T. van den Berg, F. Verheggen, P. Wattiau**

* membre jusque mars 2018

** membre jusque juin 2018

Conflit d'intérêts

Aucun conflit d'intérêt a été notifié.

Remerciement

Le Comité scientifique remercie la Direction d'encadrement pour l'évaluation des risques pour la préparation du projet d'avis.

Cadre juridique

Loi du 4 février 2000 relative à la création de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, notamment l'article 8 ;

Arrêté royal du 19 mai 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire;
Règlement d'ordre intérieur visé à l'article 3 de l'arrêté royal du 19 mai 2000 relatif à la composition et au fonctionnement du Comité scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, approuvé par le Ministre le 8 juin 2017.

Disclaimer

Le Comité scientifique conserve à tout moment le droit de modifier cet avis si de nouvelles informations et données deviennent disponibles après la publication de cette version.